

Une centaine de participant.e.s et de professionnel.le.s unissent leurs forces pour améliorer l'accès à la justice en Ontario



OTTAWA, Le 10 octobre 2019 — Les 8 et 9 octobre derniers, plus d'une centaine de participant.e.s se sont réunis au Centre Shaw, à Ottawa, pour le tout premier colloque provincial entièrement en français sur le droit de la famille et la violence conjugale, organisé par Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF). Au cours des deux jours, les panélistes ont abordé de nombreux thèmes connexes à la violence conjugale, ainsi que l'interrelation de divers domaines du droit, dont le droit de la famille, le droit de l'immigration, le droit du logement et le droit criminel, pour mieux comprendre les enjeux complexes qui se rattachent à la violence conjugale et améliorer ultimement l'accès à la justice pour les femmes aux prises avec la violence conjugale.

« Je suis tout à fait comblée de ce colloque et des éléments de réflexion que nous avons abordés. En deux jours seulement, nous avons réussi à faire des avancées considérables sur la problématique de la violence conjugale. AOcVF se réjouit des rapprochements que nous avons facilité entre les intervenant.e.s dans le domaine de la violence conjugale et ceux et celles œuvrant en droit, » affirme Maggy Razafimbahiny, directrice générale par intérim de l'AOcVF.

Anne Jutras, présidente par intérim du conseil d'administration d'AOcVF, partage son enthousiasme : « Nous avons entendu des témoignages percutants de survivant.e.s de violence conjugale, souligné l'urgence de former les professionnel.le.s de divers milieux, et explicité comment le droit de visite n'avantage souvent pas les enfants dans un contexte de violence conjugale, mais compromet leur sécurité et celle de leur mère. Nous avons aussi analysé les difficultés liées à l'accès à la justice pour les femmes francophones en Ontario, y compris celles en région éloignée, et constaté qu'il reste toujours beaucoup de travail à accomplir. Enfin, et surtout, nous avons proposé des pistes de solution pertinentes pour améliorer l'accès à la justice pour les femmes en milieu linguistique minoritaire en Ontario. Ces recommandations seront publiées prochainement dans un rapport sommaire du colloque. »



Ce colloque a été financé par la Fondation du droit de l'Ontario.

Au sujet d'AOCVF : Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOCVF) a été fondée en 1988 par des intervenantes de première ligne qui avaient identifié le besoin d'un organisme provincial. C'est un regroupement féministe et francophone d'organismes qui travaillent à défaire l'oppression vécue par les femmes.

Pour plus d'information :

Katia Allain-Melanson, responsable des communications

communication@aocvf.ca | 613 241-8433, poste 30

aocvf.ca